

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23 - 26 octobre 2000

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2000/INF/15
17 octobre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

INITIATIVE EN FAVEUR DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

INTRODUCTION

1. Au début de cette année, S.E. Monsieur l'Ambassadeur George McGovern, Ambassadeur des Etats-Unis, a instamment invité les pays développés à faire le nécessaire pour que dans le monde, chaque enfant reçoive un repas à l'école. Le Président des Etats-Unis Bill Clinton a appuyé cette idée et a engagé 300 millions de dollars E.-U. (en aliments, transports et frais généraux) comme contribution initiale à l'Initiative McGovern. Le donateur a décidé qu'une partie des ressources disponibles serait distribuée par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial.
2. Le Président Clinton a fait cette annonce au Sommet du G8 au Japon, le 23 juillet 2000 et a demandé aux autres pays de verser eux aussi une contribution.
3. L'objectif de l'Initiative consiste à inciter les gouvernements du monde entier à mettre en œuvre des programmes nationaux d'alimentation scolaire permettant de fournir des aliments nutritifs à tous les enfants qui en ont besoin.
4. Cette Initiative encourage et favorise l'adhésion à l'"Education pour tous", engagement universel de la communauté mondiale (Déclaration de Jomtein de 1990 et Plan de Dakar d'avril 2000).
5. Les avantages qu'il est prévu de tirer de l'Initiative sont entre autres les suivants:
 - une amélioration du taux de fréquentation scolaire. Chez les familles qui luttent quotidiennement pour joindre les deux bouts, un programme d'alimentation scolaire peut inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école plutôt que de compter sur leur travail pour compléter le revenu familial;
 - une réduction du décalage qui existe encore dans certains pays entre le taux de fréquentation scolaire des filles et celui des garçons;
 - l'obtention de meilleurs résultats scolaires. Un repas pris tôt dans la journée permet aux enfants d'être plus éveillés et de mieux se concentrer.

PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM

6. Le PAM va rechercher un financement à la fois pour ses programmes d'alimentation scolaire actuels et pour ses nouveaux programmes liés à l'Initiative, dans les catégories développement, interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) et opérations d'urgence.
7. Comme lorsqu'il applique les procédures normales, le PAM sollicitera l'approbation du Conseil d'administration pour ses programmes d'alimentation scolaire.
8. Le PAM mettra en œuvre ses programmes dans le cadre des politiques et procédures approuvées par le Conseil d'administration. L'approche retenue consistera à concentrer les ressources de l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire sur les personnes et les pays qui en ont le plus besoin¹, conformément à la décision du Comité d'aide alimentaire d'attribuer au moins 90 pour cent de l'aide au développement du PAM aux pays à faible

¹ Par "les pauvres et ceux qui ont faim", il faut normalement entendre les personnes qui gagnent moins de un dollar par jour, ou qui consacrent l'essentiel du budget familial à l'achat de vivres.



revenu et à déficit vivrier, et au moins 50 pour cent de l'aide au développement aux pays les moins avancés. Les principes visant à favoriser le développement seront respectés.

9. Les propositions du PAM en relation avec l'Initiative impliqueront des programmes d'alimentation scolaire relevant de trois catégories, choisies et combinées en fonction des exigences de la situation:
 - Un déjeuner: dans de nombreux pays, la fourniture d'un déjeuner a eu un impact positif sur la fréquentation scolaire. La possibilité, pour les enfants, de recevoir un repas nutritif incite leurs parents à les envoyer à l'école.
 - Un petit déjeuner ou un repas léger en milieu de matinée: cette approche est particulièrement utile lorsque les enfants vont à l'école sans avoir pris de petit déjeuner, souvent après avoir marché sur une longue distance. En milieu de matinée, ils sont alors nettement moins éveillés et concentrés, et leur capacité d'apprentissage en souffre. Un repas ou un en-cas nutritif pris tôt le matin à l'école les aide à mieux apprendre et à bénéficier au maximum de ce que leur apporte l'école.
 - Des rations à consommer en-dehors de l'école: le PAM a réussi à relever dans des proportions considérables les taux de fréquentation scolaire des petites filles en fournissant à celles-ci des vivres à ramener à la maison et à partager avec leur famille. Il considère cette approche comme extrêmement prometteuse dans les pays où les petites filles sont traditionnellement tenues à l'écart de toute scolarité. Il envisage en outre d'utiliser des rations alimentaires (en sus de celles fournies dans les écoles) pour contribuer à satisfaire les besoins quotidiens des orphelins de parents victimes du VIH/SIDA et améliorer leurs taux de scolarisation dans les pays particulièrement touchés par ce fléau.

ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT

10. Rien ne saurait remplacer l'engagement politique national. Le PAM insiste dès à présent sur l'engagement direct de chaque pays hôte: les programmes doivent bénéficier du soutien du gouvernement national et des communautés locales; une part importante des ressources et des infrastructures doit être fournie sous forme de contribution de contrepartie; et il faut qu'il existe des preuves tangibles que l'activité en question sera un jour reprise par le gouvernement.
11. Ces principes s'appliquent à l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire (comme à tous les autres programmes d'alimentation scolaire du PAM). Ils doivent être respectés, en ce sens que les gouvernements qui reçoivent ces vivres doivent:
 - s'engager en faveur de l'"Education pour tous";
 - s'efforcer de mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire à l'échelle du pays tout entier;
 - commencer à adopter les mesures qui permettront d'assurer la pérennité des programmes et s'engager à reprendre la responsabilité financière et administrative des programmes après un certain nombre d'années;
 - avoir accepté les conditions habituellement requises par le PAM en ce qui concerne le suivi, la soumission de rapports et l'évaluation;
 - organiser et autoriser l'accès à des relevés à jour du nombre des enfants (avec indication de leur sexe) enregistrés et bénéficiaires de l'alimentation scolaire;



- conserver des dossiers permettant de garder la trace des mesures prises pour respecter les accords conclus avec le PAM et d'autres donateurs.
12. Dans certains cas, la situation d'urgence qui prévaut dans le pays empêchera les gouvernements nationaux de prouver qu'ils se sont engagés dans des activités d'alimentation scolaire. Si rien ne peut remplacer l'engagement national, le PAM n'en considère pas moins que même lorsque la situation du gouvernement national n'est pas idéale, les enfants qui ont faim devraient avoir accès aux vivres et à l'éducation et que l'on peut prendre des mesures simples qui contribueront à rendre possible, à long terme, la mise sur pied de systèmes nationaux viables. Dans certaines situations d'urgence et des situations prolongées de secours, lorsque le gouvernement se trouve dans l'impossibilité d'apporter son plein appui, les dispositions nécessaires seront prises pour que les programmes d'alimentation scolaire du PAM soient tout de même appliqués.

APPUI TECHNIQUE

13. La fourniture de vivres ne peut à elle seule garantir l'efficacité de l'alimentation scolaire. Il faut aussi des compétences. Les connaissances et l'expérience de spécialistes peuvent être utilisées pour aider d'autres pays à mettre en place ou à renforcer leurs capacités de planification et de réalisation de programmes d'alimentation scolaire. Moyennant un investissement relativement limité pour la fourniture d'avis et d'appuis techniques, un programme national d'alimentation scolaire peut s'avérer beaucoup plus efficace et durable. Le PAM cherchera à obtenir auprès du secteur privé, des gouvernements donateurs et d'autres organisations des contributions sous forme d'un détachement d'experts techniques et/ou d'un financement de l'appui technique aux programmes directement liés à l'Initiative.
14. L'appui technique peut être fourni de plusieurs façons, au nombre desquelles les suivantes:
- séminaires pour les décideurs nationaux, afin de leur faire comprendre les avantages de l'alimentation scolaire et de les sensibiliser aux principaux aspects de sa conception et de sa gestion;
 - formation pour les responsables des programmes;
 - élaboration de manuels et de directives;
 - "jumelage" d'institutions spécialisées;
 - visites périodiques pour travailler avec du personnel national afin de renforcer les capacités et la durabilité;
 - brèves missions d'experts techniques sur le terrain pour évaluer les problèmes et fournir des avis;
 - échanges ou missions pour un partage d'expériences entre pays.
15. Une décision précédente du Conseil d'administration (1997/EB.2/1—mai 1997) a conféré au PAM le pouvoir de fournir des services, des avis, ses bons offices, un appui et des informations logistiques, ainsi qu'un soutien aux pays qui souhaitent créer et gérer leurs propres programmes d'aide alimentaire. Dans ce contexte, le PAM peut envisager la possibilité de fournir aussi des avis techniques à des pays à revenu moyen qui n'ont pas besoin d'une aide alimentaire ou ne peuvent y prétendre, mais qui souhaitent éventuellement créer leurs propres programmes nationaux d'alimentation scolaire.



16. Un petit groupe d'experts en alimentation scolaire est actuellement créé au sein de la Division des stratégies et des politiques pour fournir ces services ou trouver des consultants qui puissent s'en charger. Ce groupe mènera également des enquêtes de référence dans tous les pays, avec l'assistance de l'UNESCO, afin de dresser un bilan complet de l'état d'avancement des programmes d'alimentation scolaire. La base de données ainsi constituée servira au suivi et à l'évaluation et facilitera le partage des compétences nationales entre les pays.

COLLABORATION INTERINSTITUTIONS

17. Le PAM travaillera également aux côtés d'un certain nombre d'organisations qui contribuent aussi aux objectifs de l'"Education pour tous".
18. Conformément à l'annonce faite à Okinawa, la Banque mondiale fournira des fonds substantiels au secteur de l'éducation dans les années à venir. Le Directeur exécutif a écrit au Président de la Banque mondiale, M. Wolfensohn, au sujet du renforcement de la collaboration entre le PAM et la Banque mondiale dans le domaine de l'éducation. L'un des principaux rôles du fonctionnaire du PAM affecté au nouveau poste de chargé de liaison avec les institutions de Bretton Woods sera d'optimiser cette collaboration.
19. Le Directeur exécutif a également écrit aux dirigeants de l'UNESCO et de l'UNICEF. L'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire constitue pour le PAM une excellente occasion d'approfondir davantage encore la très bonne relation de travail que le Programme entretient de longue date avec l'UNESCO et de collaborer de façon plus intense avec l'UNICEF. Le PAM a par ailleurs l'intention de solliciter l'avis d'experts en nutrition à l'Université des Nations Unies.
20. En outre, de nombreuses organisations bénévoles privées et fondations soutiennent le secteur de l'éducation ou aident les enfants en âge scolaire. Le PAM entrevoit de multiples occasions de collaborer avec elles ou de compléter leur travail dans le cadre de l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire.

FINANCEMENT

21. Les fonds affectés à toutes ces activités par l'intermédiaire de l'Initiative seront utilisés pour accroître le soutien aux programmes d'alimentation scolaire existants mais qui manquaient de ressources financières jusqu'à présent, et pour développer les activités actuelles et en entreprendre de nouvelles.
22. La participation de multiples donateurs permettra de faire en sorte que l'Initiative soit véritablement mondiale. Le PAM encourage vivement les gouvernements et le secteur privé à faire des dons en faveur du financement de l'alimentation scolaire.
23. Toutes les contributions seront les bienvenues, que ce soit en espèces ou en vivres. Elles seront sujettes au recouvrement intégral des coûts.